



Government
of Canada
Regional
Economic
Expansion

Gouvernement
du Canada
Expansion
Économique
Régionale

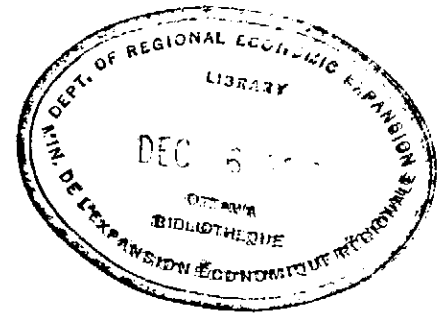
HD
3646
C3
A362
Jan.77

**MONTHLY REPORT TO
PARLIAMENT ON
REGIONAL DEVELOPMENT
INCENTIVES**

**RAPPORT MENSUEL
AU PARLEMENT SUR
LES SUBVENTIONS AU
DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL**

JANUARY, 1977

JANVIER 1977



DEPARTMENT OF REGIONAL ECONOMIC EXPANSION MINISTÈRE DE L'EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE

A. INTRODUCTION

The Minister of Regional Economic Expansion is required, under section 10 of the Regional Development Incentives Act, to report monthly to Parliament on the administration of the regional development incentives program. This report includes an explanation of the program, and provides information on incentives activities during the month. An explanation of the terms used appears at the end of the report. Certain cumulative statistical data and other information can be obtained by contacting the Public Information Services Branch, Department of Regional Economic Expansion.

The Regional Development Incentives Act provides for development incentives in support of the establishment, modernization or expansion of manufacturing and certain other facilities. Incentives are available as a means of increasing or maintaining employment opportunities in regions designated by the Governor in Council, following consultation with the provincial governments.

Development incentives may take the form of outright grants, specifically or provisionally repayable incentives, or loan guarantees. The size of an incentive may be varied within statutory limits to meet the requirements of a particular project.

In the case of outright grants, standard formulae are used to calculate the level of incentive which may be offered for most projects. For a new plant or the expansion of an existing plant into new product lines, the formula is based on approved capital costs and approved wages and salaries related to the eligible jobs created. For a plant modernization or an expansion that does not involve a new product, only approved capital costs can be considered.

The maximum level of grant available is 20 per cent of approved capital costs for a plant modernization or volume expansion, and 25 per cent of approved capital costs plus \$5 000 per eligible direct job created for a new plant or new product expansion.

In addition, the Regional Development Incentives Act stipulates that grants shall not exceed \$30,000 per eligible direct job created or one-half of the capital to be employed in the project.

A. INTRODUCTION

L'article 10 de la Loi sur les subventions au développement régional exige que le ministre de l'Expansion économique régionale présente tous les mois au Parlement un rapport sur l'administration du programme d'aide au développement régional. Ce rapport comprend une explication du programme, une revue des subventions pour le mois et, enfin, une définition des termes employés. On peut obtenir des données statistiques cumulatives et d'autres renseignements auprès de la Direction des services d'information du ministère de l'Expansion économique régionale.

La Loi sur les subventions au développement régional prévoit l'octroi de subventions au développement pour l'implantation, la modernisation ou l'agrandissement d'entreprises de fabrication et de certains autres établissements. Les subventions offertes constituent des moyens d'accroître ou de conserver les possibilités d'emploi dans les régions désignées par le gouverneur en conseil, à la suite de consultations avec les administrations provinciales.

Les stimulants à l'industrie peuvent prendre la forme de subventions directes, de subventions obligatoirement remboursables ou remboursables sous condition, ou encore de garanties de prêts. Le montant de l'aide financière peut varier à l'intérieur des limites réglementaires pour satisfaire aux exigences d'un projet particulier.

Dans le cas des subventions directes, on se sert de formules types pour calculer le montant de l'aide à offrir, et ce, pour la plupart des projets. Pour un nouvel établissement ou pour un agrandissement en vue de permettre la fabrication d'un nouveau produit, le calcul de la subvention est basé sur le coût d'immobilisation approuvé, plus la masse salariale approuvée applicable aux emplois admissibles créés. Pour la modernisation ou l'agrandissement d'une usine (sans nouveau produit), seul le coût d'immobilisation approuvé entre dans le calcul.

Le montant maximal d'une subvention est de 20 p. 100 du coût d'immobilisation approuvé pour la modernisation d'une usine ou un agrandissement et 25 p. 100 du coût d'immobilisation approuvé plus \$5 000 par emploi admissible direct créé dans le cas d'un nouvel établissement ou dans celui de l'agrandissement d'un établissement en vue de la fabrication d'un nouveau produit.

En outre, la Loi sur les subventions au développement régional stipule que les subventions ne doivent pas excéder \$30 000 par emploi admissible direct créé ou la moitié du capital investi dans l'entreprise.

Loan guarantees are intended to offset difficulties that investors sometimes encounter in obtaining loan funds for investment in slow-growth regions. The maximum loan which can be considered for guarantee purposes is 80 per cent of the net amount remaining after deducting any other governmental financial support from the estimated total capital costs of an eligible project. The maximum guarantee commitment may not exceed 90 per cent of the original principal amount of the loan.

Applications for incentive assistance and related documentation contain commercially confidential information related to business investment decisions. It is for this reason that the department does not make public the fact that an application has been received, or the details of that application, until an offer of incentives assistance has been accepted.

B. INCENTIVES ACTIVITY DURING THE MONTH

During January 1977, new applications for incentives grants numbered 91, while 32 offers were made in response to applications received in the current and previous months, and 38 offers were accepted. Other activities that took place appear in the following tables.

Table I provides certain summary data, while Tables II and III elaborate on various aspects of those data. These tables provide an alphabetical listing of all offers of incentives grants and loan guarantees accepted during the month. They also provide an alphabetical listing of offers which, having been reported previously as accepted, were revised, withdrawn, declined or reactivated during the month.

In the tables under the section dealing with offers accepted and subsequently revised, the date appearing under the name of the applicant is that of the last report in which the offer was listed.

Where an asterisk (*) appears under the heading "Estimated Amount of Incentive" the grant is in the form of a repayable development incentive. The definitions of terms and the abbreviations used in the tables are explained in Section C of the report.

Les garanties de prêts ont pour but d'atténuer les difficultés qu'éprouvent parfois les entrepreneurs à emprunter les sommes nécessaires pour investir dans les régions à faible croissance. Le montant maximal du prêt, qui peut faire l'objet d'un cautionnement, ne doit pas excéder 80 p. 100 du montant net, c'est-à-dire après avoir déduit l'aide financière du gouvernement du coût d'immobilisation prévu pour un projet admissible. La garantie maximale ne doit pas excéder 90 p. 100 du montant global avancé par un prêteur.

Comme les demandes d'aide et les documents présentés à l'appui renferment des renseignements commerciaux confidentiels sur des décisions d'investissement, le ministère ne dévoile jamais le fait qu'une demande a été reçue ou les détails particuliers de la demande avant que l'offre d'aide n'ait été acceptée.

B. REVUE MENSUELLE DES SUBVENTIONS

Au cours du mois de janvier 1977, 91 nouvelles demandes ont été reçues, 32 offres ont été faites en réponse à des demandes reçues pendant le mois en cours ou les mois précédents et 38 offres ont été acceptées. On trouvera plus de détails dans les tableaux qui suivent.

Le tableau I fournit certaines données récapitulatives, tandis que les tableaux II et III approfondissent divers aspects de ces données. Ces tableaux donnent une liste, par ordre alphabétique, de toutes les offres de subventions et garanties de prêts acceptées au cours du mois. On y trouve aussi une liste, par ordre alphabétique, des offres qui, d'abord signalées comme acceptées, ont été révisées, retirées, déclinées ou réitérées au cours du mois.

Dans les tableaux, à la section traitant des offres acceptées et ultérieurement déclinées ou retirées, la date qui figure sous le nom du requérant est celle du dernier rapport où il est fait mention de l'offre.

L'astérisque (*) dans la colonne intitulée « Montant approximatif de la subvention » indique que la subvention est remboursable. La définition des termes et abréviations utilisés dans les tableaux se trouve à la section C du rapport.

TABLE I/TABLEAU I

**SUMMARY OF ACTIVITIES/SOMMAIRE DES ACTIVITÉS
DURING JANUARY/AU COURS DE JANVIER 1977
MONTHLY TOTALS/MONTANTS MENSUELS**

	Incentives Grants/ Subventions	Loan Guarantees/ Garanties de prêts
APPLICATIONS/DEMANDES		
Received/Reçues	91	—
Withdrawn/Retirées	20	1
Rejected/Rejetées	15	—
OFFERS/OFFRES		
Made/Faites	32	—
Lapsed/Périmées	2	—
Declined/Déclinées	2	—
Accepted/Acceptées	38	—
ACCEPTED OFFERS/OFFRES ACCEPTÉES		
Declined or Withdrawn/Déclinées ou retirées	5	—
PAYMENTS/VERSEMENTS		
Partial Payments Made/Versements partiels effectués	39	—
Final Payments Made/Derniers versements effectués	29	—
LOAN GUARANTEES/GARANTIES DE PRÊTS		
Brought into Operation/Mises en vigueur	—	—
Discharged/Libérées	—	—

TABLE II/TABLEAU II

DETAILS OF OFFERS ACCEPTED FOR INCENTIVES GRANTS
AND OF SUBSEQUENT DISPOSITION

BILAN DES OFFRES DE SUBVENTIONS ACCEPTÉES
ET DES DISPOSITIONS ULTÉRIEURES

OFFERS ACCEPTED/OFFRES ACCEPTÉES

Company/Plant Location Compagnie/Emplacement de l'usine	Product or Process / Produit ou mode de transfor- mation	Type of Project / Type de projet	Expected Eligible Cost / Coût admissible prévu	Expected Direct New Jobs / Nombre prévu de nouveaux emplois directs	Estimated Amount of Incentive / Montant approximatif de la subvention
1. Boulangerie Elmwood Bakery Moncton, N.B./N.-B.	Bakery/ Boulangerie	N/N.U.	\$ 35 744	7	\$ 21 262
2. Boulangerie Leclerc Inc. Saint-Flavien, Québec	Bakery/ Boulangerie	E/A	\$ 279 000	10	\$ 55 800
3. Bovitel Inc. Saint-Pierre-les-Becquets, Québec	Slaughter house/ Abattoir	E/A	\$ 288 600	6	\$ 57 720
4. Brunswick Bottling Ltd. Moncton, N.B./N.-B.	Soft drinks/ Boissons gazeuses	EM/A.M.	\$1 481 000	33	\$ 296 200
5. C & A Steel Fabricators Limited Sudbury, Ont.	Wrought iron items/ Articles en fer forgé	E/A	\$ 114 143	4	\$ 22 829
6. Canadian Industries Limited Explosives Division Nobel, Ont.	Explosives/ Explosifs	M/M	\$4 781 000	58	\$ 956 200 <i>R</i>
7. Entreprises Bérini-Malette Limited Timmins, Ont.	Printing plant/ Imprimerie	E/A	\$ 48 000	6	\$ 9 600
8. Famous Leather Garments Ltd. Saint-Gabriel-de-Brandon, Québec	Clothing/ Vêtements	N/N.U.	\$ 140 000	90	\$ 56 000
9. Fleury Industries (1976) Ltd. Saskatoon, Sask.	Motor homes and buses/ Caravanes et autobus	N/N.U.	\$ 436 350	79	\$ 236 003
10. Grondin & Fils Ltée Woburn, Québec	Planing mill/Usine de rabotage	E/A	\$ 375 000	9	\$ 75 000

OFFERS ACCEPTED/OFFRES ACCEPTÉES (cont./suite)

Company/Plant Location Compagnie/Emplacement de l'usine	Product or Process / Produit ou mode de transfor- mation	Type of Project / Type de projet	Expected Eligible Cost / Coût admissible prévu	Expected Direct New Jobs / Nombre prévu de nouveaux emplois directs	Estimated Amount of Incentive / Montant approximatif de la subvention
11. Houghton Boston Printers and Lithographers Limited Saskatoon, Sask.	Commercial printing/ Imprimerie commerciale	E/A	\$ 109 300	5	\$ 21 860
12. John Farquhar North Bay, Ont.	Specialized buildings/ Édifices spéciaux	N/N.U.	\$ 417 100	27	\$ 120 666
13. Joséphat-R. Deslauriers Hearst, Ont.	Heating radiators/ Radiateurs à ailettes	N/N.U.	\$ 35 600	7	\$ 26 998 <u>D</u>
14. L. J. Homes Limited Blind River, Ont.	Modular housing units/ Unités de logement modulaires	N/N.U.	\$ 425 000	29	\$ 144 050 <u>D</u>
15. Lamilite Limited Moncton, N.B./N.-B.	Laminated glass/Verre laminé	E/A	\$ 365 658	27	\$ 73 132 <u>R</u>
16. Le Meuble Villageois Inc. Saint-Benoît-Labre, Québec	Furniture/ Meubles	E/A	\$ 350 000	15	\$ 70 000
17. Les Bois Francs D.G. Ltée Sainte-Aurélie, Québec	Chips mill/ Usine de copeaux	N/N.U.	\$ 200 000	15	\$ 67 100 <u>R</u>
18. Les Vêtements Vatel Ltée Charlesbourg, Québec	Clothing/ Atelier de couture	E/A	\$ 160 000	20	\$ 32 000 <u>R</u>
19. Messrs. H. B. Antosko and S. F. Trzop/ MM. H. B. Antosko et S. F. Trzop Moose Jaw, Sask.	Charcoal briquettes/ Briquettes de charbon	N/N.U.	\$ 473 000	30	\$ 174 523
20. Métal A. P. Inc. Squatteck, Québec	Truck equipment/ Équipement pour camions	N/N.U.	\$ 140 000	14	\$ 63 500 <u>D</u>
21. Mr./M. Laurier Rioux Saint-Léon-le-Grand, Québec	Sawmill/ Scierie	N/N.U.	\$ 275 000	25	\$ 110 150
22. Mr./M. Raymond Jobin Notre-Dame-de-la-Providence, Québec	Ladies' wear/ Vêtements pour dames	N/N.U.	\$ 136 000	75	\$ 54 400
23. Mr./M. Fiore Guido Sault-Sainte-Marie, Ont.	Cabinets and wood products/ Armoires et produits en bois	N/N.U.	\$ 21 875	7	\$ 16 812

OFFERS ACCEPTED/OFFRES ACCEPTÉES (cont./suite)

Company/Plant Location Compagnie/Emplacement de l'usine	Product or Process / Produit ou mode de transformation	Type of Project / Type de projet	Expected Eligible Cost / Coût admissible prévu	Expected Direct New Jobs / Nombre prévu de nouveaux emplois directs	Estimated Amount of Incentive / Montant approximatif de la subvention
24. Mr./M. Henry Rempel Springstein, Man.	Seed grain/ Graines de semence	EM/A.M.	\$ 62 510	1	\$ 12 502
25. Newfoundland Form and Letter Duplicating St. John's, Nfld./Saint-Jean (T.-N.)	Printing and handicrafts/ Imprimerie et artisanat	N/N.U.	\$ 57 510	4	\$ 19 778
26. North West Grain Door Co. Inc. Glenorchy, Ont.	Lumber and specialized doors/Bois et portes spéciales	N/N.U.	\$ 879 760	56	\$ 321 934
27. P.-É. Boucher Limitée Saint-Pascal, Québec	Tannery/ Tannerie	E/A	\$ 375 000	15	\$ 75 000
28. Paramount Bio-Chemicals Limited Winnipeg, Man.	Animal feeds/ Aliments pour animaux	N/N.U.	\$ 600 000	20	\$ 169 519
29. Plastic Film Lektro-Seal Ltd. Winnipeg, Man.	Vinyl products/ Produits en vinyle	E/A	\$ 215 353	8	\$ 43 070
30. Progressive Publications (1970) Inc. Sherbrooke, Québec	Commercial printing/ Imprimerie commerciale	E/A	\$ 32 000	3	\$ 6 400
31. Ro-Ma Métal & Plastic Ltée Shawinigan-Sud, Québec	Aluminum products/ Produits en aluminium	E/A	\$ 193 650	5	\$ 38 730 <i>R</i>
32. Sanford Evans Services Ltd. Winnipeg, Man.	Printing/ Imprimerie	E/A	\$ 147 289	5	\$ 29 458
33. Sometal Atlantic Ltée Matagami, Québec	Steel structures for hydro- electric dams/ Charpentes d'acier servant à la construc- tion de barrages hydro- électriques	N/N.U.	\$ 715 000	32	\$ 143 000
34. Sonoco-Mauser Containers Ltd. Moncton, N.B./N.-B.	Moulded plastic drums/ Tonneaux en plastique	N/N.U.	\$ 762 500	21	\$ 242 375

OFFERS ACCEPTED/OFFRES ACCEPTÉES (cont./suite)

Company/Plant Location Compagnie/Emplacement de l'usine	Product or Process / Produit ou mode de transformation	Type of Project / Type de projet	Expected Eligible Cost / Coût admissible prévu	Expected Direct New Jobs / Nombre prévu de nouveaux emplois directs	Estimated Amount of Incentive / Montant approximatif de la subvention
35. Standard Mineral Water Works Limited North Battleford, Sask.	Carbonated beverages/ Boissons gazeuses	E/A	\$ 980 900	14	\$ 196 180
36. Typoplate Ltd. Winnipeg, Man.	Typesetting and plate- making/ Caractères et clichés d'imprimerie	N/N.U.	\$ 288 305	10	\$ 90 728
37. Vermatex Inc. Maskinongé, Québec	Parts for furniture/ Éléments de meubles	E/A	\$ 133 700	4	\$ 26 740 ^R
38. Watson Iron and Wire Ltd. Winnipeg, Man.	Architectural and ornamental metal products/ Produits architecturaux et ornementaux	E/A	\$ 30 000	6	\$ 6 000

OFFERS ACCEPTED AND SUBSEQUENTLY REVISED

OFFRES ACCEPTÉES ET ULTÉRIEUREMENT RÉVISÉES

Company/Plant Location Compagnie/Emplacement de l'usine	Product or Process / Produit ou mode de transformation	Type of Project / Type de projet	Expected Eligible Cost / Coût admissible prévu	Expected Direct New Jobs / Nombre prévu de nouveaux emplois directs	Estimated Amount of Incentive / Montant approximatif de la subvention
1. Kitchen Cabinet Center Sherwood, P.E.I./Î.-P.-É. (Juin/juin 1976)	Kitchen, cabinets, counters, vanities, hutches, etc./ Placards de cuisine, plans de travail et autres produits en bois	N/N.U.	\$ 52 350	8	\$ 23 249
2. Les Industries Forestières De La Vallée de la Chaudière Inc. Saint-François, Québec (Nov./novembre 1976)	Sawmill/ Scierie	N/N.U.	\$ 202 000	8	\$ 59 500
3. Poly-Cello Limited Amherst, N.S./N.-É. (Sept./septembre 1976)	Flexible packaging/ Emballage flexible	EM/A.M.	\$1 410 400	11	\$ 282 080
4. R. B. Stamping Inc. Drummondville, Québec (Sept./septembre 1975)	Precision tooling and stampings/ Outillage de précision et estampage des métaux	E/A	\$ 65 000	10	\$ 13 000
5. Vêtements St-François Ltée Saint-François-du-Lac, Québec (April/avril 1976)	Jeans and related products/Jeans et autres produits connexes	E/A	\$ 75 000	50	\$ 15 000

**OFFERS ACCEPTED AND SUBSEQUENTLY DECLINED OR WITHDRAWN
OFFRES ACCEPTÉES ET ULTÉRIEUREMENT DÉCLINÉES OU RETIRÉES**

Company/Compagnie	Plant Location/ Emplacement de l'usine	Date Previously Reported/ Date déjà rapportée
1. Green Lantern Wholesalers Limited	Corner Brook, Nfld./T.-N.	Oct./octobre 1970
2. Homestead Kitchens Ltd. (Pioneer Cabinets Limited)	Rivers, Man.	June/juin 1973
3. Job Brothers & Company Limited	St. John's, Nfld./ Saint-Jean, T.-N.	January/janvier 1970
4. Remizex Inc.	Princeville, Québec	March/mars 1976
5. Soil Enrichment Limited	Tiny Parrish Road, N.S./N.-É.	April/avril 1976

TABLE III/TABLEAU III

**DETAILS OF OFFERS ACCEPTED FOR
LOAN GUARANTEES AND OF SUBSEQUENT DISPOSITION
BILAN DES OFFRES DE GARANTIES DE PRÊTS ACCEPTÉES
ET DES DISPOSITIONS ULTÉRIEURES**

No offers of loan guarantees were accepted, declined,
withdrawn or revised during the month.

Aucune offre de garantie de prêt ne fut acceptée,
déclinée, retirée ou révisée au cours du mois.

EXPLANATION OF CHANGES

From the inception of the regional development incentives program, a report respecting the administration of the Regional Development Incentives Act has been tabled monthly in accordance with section 16 of the Act. Since 1972, the format of the report has been modified only in minor respects but now it is being changed to reflect certain substantial improvements in the flow of information available on the incentives program.

The new format continues to provide information on individual cases. The names of firms which have accepted offers during the month are reported, as are the type of project involved, its expected eligible costs, the expected direct jobs to be created, and the estimated amount of incentive. Accepted offers subsequently revised, declined or withdrawn also continue to be reported.

The cumulative statistics previously provided in this report have now been expanded and included in a comprehensive statistical report. The first of these statistical reports, entitled *Report on Regional Development Incentives — Cumulative Statistics for Net Offers Accepted from July 1, 1969 to December 31, 1976*, is now available. It contains information for projects which have been completed, which have been discontinued, and which are still active. The information relates to costs, jobs, amounts of grant and payments, and is broken down by province as well as by Standard Industrial Classification for ease of analysis.

The changes in the format of this monthly report to Parliament, coupled with the additional information provided in the statistical report, are intended to permit an improved understanding and appreciation of the activities under the program and of its performance in relation to expectations reported at the time of offer.

* * * * *

Note: In the second line of the first paragraph on page 1 of the January Monthly Report, replace "section 10" with "section 16".

EXPLICATION DES MODIFICATIONS APPORTÉES

Depuis l'entrée en vigueur du Programme de subventions au développement régional, un rapport mensuel sur l'application de la Loi sur les subventions au développement régional (LSDR) a été déposé au Parlement, conformément à l'article 16 de cette loi. La forme de présentation de ce rapport, qui n'avait guère changé depuis 1972, subit actuellement diverses modifications que nous permettent les renseignements plus raffinés dont nous disposons maintenant sur le programme de subventions.

Le rapport continuera de fournir des précisions sur chacun des projets, c'est-à-dire le nom de toutes les firmes ayant accepté une offre au cours du mois, le genre de projet dont il s'agit, le coût admissible prévu, le nombre prévu de nouveaux emplois directs et le montant approximatif de la subvention. Il fera également encore état des offres acceptées et ultérieurement révisées, déclinées ou retirées.

Les statistiques cumulatives qui figuraient dans ce rapport mensuel seront désormais plus élaborées et feront l'objet d'un rapport. On peut déjà se procurer le premier de ces rapports statistiques intitulé *Rapport sur les subventions au développement régional. Statistiques cumulatives d'offres nettes acceptées. Du 1^{er} juillet 1969 au 31 décembre 1976*. Il renferme des renseignements sur des projets achevés, discontinués ou encore en voie de réalisation. L'information fournie, qui porte sur les coûts, les emplois, le montant des subventions et des versements, est ventilée par province et selon la Classification des activités économiques en vue de faciliter l'analyse.

Les modifications apportées au présent rapport mensuel présenté au Parlement, ainsi que les renseignements supplémentaires fournis dans le rapport statistique, visent à faire mieux comprendre et juger les activités entreprises en vertu du programme de même que son rendement par rapport aux résultats attendus au moment de l'offre.

* * * * *

Nota: À la première ligne du premier paragraphe de la page 1 du rapport mensuel du mois de janvier la mention «article 10» doit être remplacée par «article 16».

C. EXPLANATIONS OF TERMS

This section identifies terms used in the report and provides a brief explanatory comment for each. These explanations are designed to facilitate understanding; they do not necessarily provide complete legal or administrative definitions nor do they depict all benefits, conditions, restraints or requirements that exist under the program. For specific purposes, reference should be made to the Regional Development Incentives Act, the regulations made under that act and other sources of official information.

1. *Development Incentive*: A development grant that is non-repayable, an incentive that is specifically repayable or one that is provisionally repayable under terms and conditions specified in the offer and accepted by the applicant.
2. *Application*: A submission by an applicant requesting a development incentive. An application normally relates to a development on a single site, such as a modernization, an expansion, a complete new facility, or to some combination of these. An application covering a combined development is normally recorded as a single application, but each individual type of project is evaluated separately.
 - (a) *Received*: An application delivered to the department. The date of receipt is used for reporting and for establishing if any prior commitment has occurred in contravention of the Regional Development Incentives Act.
 - (b) *Withdrawn*: An application revoked by the applicant before or during evaluation.
 - (c) *Rejected*: An application for a project which is considered ineligible under the legislation, which would proceed without a development incentive, which would make no significant contribution to economic expansion or social adjustment, or for which a commitment to proceed occurred before the application was received.
3. *Offer Made*: When an application has been evaluated and a grant or loan guarantee has been authorized, the estimated amount of the grant or loan guarantee and the related conditions are made known to the applicant in a formal letter of offer.
 - (a) *Lapsed*: If an applicant does not formally accept an offer within 90 days, the offer lapses.
 - (b) *Withdrawn*: If the department becomes aware of certain kinds of information prior to acceptance, it may revoke its offer of an incentive.
 - (c) *Declined*: A formal decline of an offered incentive, by the applicant.

C. DÉFINITION DES TERMES

La présente section explique brièvement les termes utilisés dans le rapport. Ces explications ont pour but de faciliter la compréhension; elles ne constituent pas nécessairement des définitions juridiques ou administratives complètes, pas plus qu'elles ne décrivent tous les avantages, conditions, restrictions ou exigences prévus par le programme. À des fins précises, il faut se reporter à la Loi et aux règlements sur les subventions au développement régional, de même qu'à d'autres sources d'information officielles.

1. *Subvention au développement* : une subvention non remboursable, une subvention obligatoirement remboursable ou une subvention remboursable aux conditions mentionnées dans l'offre et acceptées par le requérant.
2. *Demande* : une soumission présentée par un requérant demandant une subvention au développement. Une demande est ordinairement faite à l'égard d'un projet sur un seul emplacement, comme une modernisation, un agrandissement, l'implantation d'un établissement entièrement nouveau ou à l'égard de certains de ces éléments réunis. Une demande se rapportant à une combinaison de projets est ordinairement traitée comme une seule demande, mais chaque type de projet est évalué séparément.
 - a) *Reçue* : il s'agit d'une demande qui a été remise au ministère. La date de réception sert de point de repère pour déterminer l'existence d'engagements antérieurs contrevenant à la Loi sur les subventions au développement régional.
 - b) *Retirée* : une demande révoquée par le requérant avant ou pendant l'évaluation.
 - c) *Rejetée* : une demande relative à un projet jugé inadmissible en vertu de la loi, lequel serait entrepris même sans l'attribution d'une subvention, qui ne contribuerait pas notablement à l'expansion économique ou au relèvement social, ou qu'on s'est engagé à réaliser avant la réception de la demande.
3. *Offre faite* : lorsqu'une demande a été évaluée et qu'une subvention ou une garantie de prêt a été autorisée, le requérant reçoit une lettre d'offre officielle qui lui fait part du montant estimatif et des conditions de la subvention ou de la garantie de prêt.
 - a) *Périmée* : si le requérant n'accepte pas officiellement l'offre dans les quatre-vingt-dix jours, celle-ci devient périmée.
 - b) *Retirée* : le ministère peut retirer son offre de subvention si certains renseignements lui parvenant avant l'acceptation de l'offre l'autorisent à prendre cette mesure.
 - c) *Déclinée* : situation où le requérant refuse officiellement une offre de subvention.

4. *Offer Accepted*: Offer acceptance occurs when the applicant returns a signed copy of the offer within 90 days from its date.
- Withdrawn*: If the department determines that commitments relating to a project were made before the application was filed, or that other legal requirements have not been met, it takes action to withdraw the offer.
 - Declined*: An applicant is at liberty at any time to revoke his acceptance of an offer.
5. *Payments*: A payment on account of a development incentive is made after commercial production as defined in the Regional Development Incentives Act has been attained and certified; the act also sets out limitations as to the timing and calculation of each payment. Normally, an incentive is paid in two instalments.
- Partial Payment Made*: As an initial payment can only follow attainment of commercial production this classification includes all applications when one or more payments have been made but no final payment has yet been made.
 - Final Payment Made*: A final payment is made when the department is satisfied that all the conditions specified in the accepted offer have been met. The final payment cannot be made until 24 months after the certified date of commercial production when the incentive is based only on approved capital costs; or until 36 months after the certified date of commercial production when the incentive is based in part on either the wages and salaries relating to eligible jobs created, or on the number of eligible jobs created in the operation. A final payment is also considered to have been made if the project ceases operation during the applicable 24- or 36-month period following attainment of commercial production.
6. *Guarantee Brought Into Operation*: When the department has completed a loan guarantee agreement with the lender.
7. *Guarantee Discharged*: The loan guarantee is discharged by the borrower's repaying the loan in full, by the lender's cancelling the guarantee, or by the department's settling a claim with the lender after the borrower has defaulted on his loan.
8. *Plant Location*: The geographic location of the plant or facility determined in accordance with definitions used by Statistics Canada.
9. *Type of Project*
Abbreviations have been used to describe the details of "Type of Project". These abbreviations are identified and clarified below:
- N - New Plant*: A new facility as defined in the act.
 - NPE - New Product Expansion*: An addition to an existing facility to manufacture or produce a commodity not previously manufactured or produced.
4. *Offre acceptée* : une offre de subvention est acceptée lorsque le requérant en retourne une copie dûment signée dans les quatre-vingt-dix jours qui suivent la date de l'offre.
- Retirée* : le ministère doit prendre les mesures nécessaires pour retirer son offre s'il découvre que des engagements se rapportant à un projet ont été pris avant la présentation de la demande ou que d'autres exigences légales n'ont pas été respectées.
 - Déclinée* : un requérant peut en tout temps revenir sur sa décision après avoir accepté une offre de subvention.
5. *Versement* : un versement au titre d'une subvention au développement est faite une fois atteint et certifié le stade de l'exploitation commerciale tel que défini par la Loi sur les subventions au développement régional; la loi impose également des restrictions quant à la date et au calcul de chaque versement. La subvention est ordinairement versée en deux tranches.
- Versement partiel effectué* : le versement initial n'étant effectué qu'une fois le stade de l'exploitation commerciale atteint, cette expression vise toutes les demandes pour lesquelles on a fait un ou plusieurs versements, mais non le dernier.
 - Dernier versement effectué* : le dernier versement est effectué lorsque le ministère a la certitude que toutes les conditions précisées dans l'offre acceptée ont été respectées. Le dernier versement ne peut être fait avant vingt-quatre mois suivant la date certifiée de mise en exploitation commerciale, lorsque le montant de la subvention est fondé uniquement sur le coût d'immobilisation approuvé, ou trente-six mois lorsque le montant de la subvention est fondé en partie soit sur la masse salariale se rapportant aux emplois admissibles créés, soit sur le nombre d'emplois admissibles créés dans l'entreprise.
- On considèrera également que le dernier versement a été effectué si l'entreprise cesse de fonctionner au cours de la période applicable de vingt-quatre ou de trente-six mois suivant la date de mise en exploitation commerciale.
6. *Garantie mise en vigueur* : situation où le ministère a procédé à une entente de garantie de prêt avec un prêteur.
7. *Garantie libérée* : la garantie est libérée lorsque l'emprunteur rembourse le plein montant du prêt, lorsque le prêteur annule la garantie ou lorsque le ministère règle la créance avec le prêteur quand l'emprunteur n'a pas respecté les conditions du prêt.
8. *Emplacement* : le lieu géographique de l'usine ou de l'établissement, déterminé à partir des définitions utilisées par Statistique Canada.
9. *Type de projet* : les « types de projet » sont indiqués par des abréviations qui ont les significations suivantes :
- N.U.* : *nouvelle usine* : il s'agit d'un nouvel établissement au sens de la loi.
 - A.N.P.* : *agrandissement en vue d'un nouveau produit* : il s'agit d'un ajout apporté à un établissement existant en vue d'y fabriquer ou de transformer un produit qui n'y était pas antérieurement fabriqué ou transformé.

- (c) *M – Modernization*: A change or addition made to an existing facility that is primarily designed to reduce production costs, improve product quality, and which can include replacements or renovations of existing fixed assets.
- (d) *E – Volume Expansion*: An addition to an existing facility to increase the output of the commodity already being manufactured or produced.
- (e) *NCF – New Commercial Facility*: A new facility designed to provide a service rather than to undertake manufacturing or processing.
10. *Expected Eligible Cost*: The capital costs of a project, as estimated by the department on the basis of information supplied by an applicant, covering only costs that are eligible for an incentive grant.
11. *Expected Direct New Jobs*: The number of jobs to be created directly by the project as estimated by the department on the basis of information supplied by the applicant.
12. *Estimated Amount Of Incentive*: The departmental estimate of the grant to be paid, based on an evaluation of the proposed project.
- Note*: The following terms are used in Table III and are either additions to or refinements of the terms explained above.
13. *Loan Guarantee*: An agreement which the department enters into with the lender in order to guarantee repayment of a portion of the loan being made to the applicant. Such an agreement can only be executed when the applicant and the lender complete the loan arrangements.
- (a) *Offer Made*: The original offer made to the applicant by the department is in the form of a letter of intent, a copy of which is sent to the prospective lender.
- (b) *Offer Accepted*: Acceptance of the letter of intent by both parties.
- (c) *Offer Withdrawn*: When the applicant fails to complete his loan arrangements.
- (d) *Offer Declined*: When the applicant abandons his project or completes his loan arrangements without the guarantee.
14. *Expected Capital Cost*: Total capital costs associated with fixed assets, as estimated by the department on the basis of information supplied by the applicant. At the time the project becomes operational, this figure is amended, if necessary, to indicate actual investment.
15. *Loan Amount*: The total value of the original loan to be guaranteed.
16. *Maximum Amount Of Loan Guarantee*: The initial amount of the loan guarantee, expressed as a percentage of the total loan.
- c) *M. : modernisation* : il s'agit d'un changement ou d'un ajout apporté à un établissement existant, qui a pour objet principal de diminuer les coûts de production et d'améliorer la qualité du produit, et qui peut aussi inclure le remplacement ou la rénovation d'installations fixes.
- d) *A. : agrandissement* : il s'agit d'un ajout apporté à un établissement existant afin d'y accroître la production d'une marchandise déjà fabriquée ou transformée.
- e) *N.E.C. : nouvel établissement commercial* : il s'agit d'un nouvel établissement implanté afin d'offrir un service plutôt que de fabriquer ou transformer un produit.
10. *Coût admissible prévu* : il s'agit du coût d'immobilisation d'un projet, suivant l'évaluation qui en a été faite par le ministère sur la foi des renseignements fournis par le requérant, et n'englobant que la partie admissible pour une subvention.
11. *Nombre prévu de nouveaux emplois directs* : il s'agit du nombre d'emplois devant être directement créés, suivant l'évaluation qui en a été faite par le ministère sur la foi des renseignements fournis par le requérant.
12. *Montant approximatif de la subvention* : il s'agit de l'estimation faite par le ministère du montant de la subvention qui sera versé, en fonction de l'évaluation du projet.
- Remarque* : les termes qui suivent sont utilisés dans le tableau III et constituent soit des ajouts, soit des précisions apportées aux termes déjà vus.
13. *Garantie de prêt* : il s'agit d'une entente que le ministère conclut avec un prêteur pour garantir le remboursement d'une partie d'un prêt consenti à un requérant. Cette entente ne peut être entérinée que lorsque le requérant et le prêteur se sont entendus sur les conditions du prêt.
- a) *Offre faite* : l'offre initiale faite au requérant par le ministère se présente sous la forme d'une lettre d'intention dont copie est envoyée au prêteur éventuel.
- b) *Offre acceptée* : il s'agit de l'acceptation de la lettre d'intention par les deux parties.
- c) *Offre retirée* : situation où le requérant ne réussit pas à obtenir son prêt.
- d) *Offre déclinée* : situation où le requérant abandonne son projet ou obtient son prêt sans la garantie.
14. *Coût d'immobilisation prévu* : il s'agit du coût d'immobilisation total relié à l'actif immobilisé, suivant l'évaluation qui en a été faite par le ministère sur la foi des renseignements fournis par le requérant. Lorsque le projet est réalisé, ce chiffre est modifié au besoin afin d'indiquer le montant réel investi.
15. *Montant du prêt* : valeur globale du prêt initial devant être investi.
16. *Montant maximal de la garantie de prêt* : montant initial de la garantie de prêt, exprimé en pourcentage du prêt total.

